

sondage

BAROMETRE PLURICONSEIL - L'EXPRESS

Les devises reprennent des couleurs

Les monnaies étrangères redevennent le placement préféré des analystes, qui s'attendent à une dépréciation continue de la roupie dans les trois prochains mois. Ils boudent cependant les valeurs hôtelières, car le tourisme sera très affecté. Davantage d'analystes se disent «très pessimistes» des perspectives économiques d'ici février 2010.



analyse
par Eric NG PING CHEUN

Le besoin d'autorité

Il serait bon que la crise économique mondiale secoue les Mauriciens. Depuis le boom économique des années 1980, nous vivons comme des bourgeois confortables qui croient que le malheur n'arrive qu'aux autres. Quand il survient, nous nous recroquevillons dans notre individualisme tout en nous défaussant sur le collectif étatique.

Il est trop facile d'avancer que Maurice est en mesure de surmonter la crise de la même manière qu'elle a donné tort à James Meade qui avait prédit une catastrophe nationale en 1960. Mais n'était-ce le cri d'alarme de cet économiste, le pays ne se serait peut-être pas ressaisi. Y a-t-il une autorité qui sache dire aux Mauriciens que l'heure n'est plus au «business as usual» ?

Nos hommes politiques ne semblent pas intéressés à faire prendre conscience à la population de la gravité de la crise économique. A preuve, les grands enjeux économiques sont évacués de la campagne électorale dans la circonscription numéro 8. Il faudrait être assez naïf pour croire que l'issue des prochaines élections générales serait déterminée par l'état de l'économie mauricienne frappée par la crise. Une récession ne fait pas perdre un gouvernement sortant, et une économie en croissance ne le fait pas gagner nécessairement. Tout au plus votera-t-on pour le parti qui serait le plus capable de faire sortir l'économie de la récession ou de l'éviter.

L'actualité politique prédomine dans les médias, sauf quand ils se font l'écho de mauvaises nouvelles économiques. Ils ne se gênent pas pour agir comme des marchands de la peur. On ne leur demande pas de dire que «*Tout va très bien, madame la Marquise...*», mais ils peuvent quand même s'abstenir de forcer les traits du pessimisme. On craint désormais que l'hyperpessimisme ne s'installe dans les esprits, d'où ne sortira aucun sursaut national pour un redressement de l'économie.

C'est sans doute cela qui pousse de plus en plus d'analystes économiques et financiers à être «très pessimistes» sur les perspectives de l'économie mauricienne, comme l'indique le présent baromètre. Ils estiment que celle-ci ralentira cette année mais entrera en récession en 2010. Comme ils n'ignorent pas les échecs électoraux, ils ne voient pas le gouvernement venir appliquer des mesures impopulaires qui consolideront l'économie.

Le Premier ministre a fait comprendre que 2009 sera l'année de l'économie, et 2010 une année politique. S'il a décidé d'organiser la partielle sans faire participer l'Alliance sociale, c'est qu'il n'entend pas dissoudre l'Assemblée nationale après les résultats. Tout laisse croire qu'il tient à utiliser les deux prochains budgets à son avantage avant de s'engager dans la bataille des élections générales l'année prochaine.

La situation économique locale dictera peut-être si celles-ci auront lieu dans le premier ou le second semestre de 2010. D'ici là, le gouvernement gagnera à prendre toutes les mesures difficiles qui s'imposent. C'est ainsi qu'il fera éviter ce que le prix Nobel d'économie Robert Merton appelle une «*prophétie autoréalisatrice*» : à force d'entendre l'arrivée d'une récession, les gens adaptent leurs comportements en fonction de cette assertion en coupant drastiquement leur consommation, ce qui provoque effectivement la récession...

Pour réussir, le pays ne peut pas compter sur les syndicalistes, ces éternels opposants sont si médiatisés qu'ils deviennent insignifiants. Même dans un monde où le patronat accepte de se remettre en cause, ils restent figés sur les «*avantages acquis*», étant occupés à soigner les misères de leurs mandants plutôt qu'à combattre leur cause. Leur seule contribution au débat national se résume à opposer les travailleurs au capital. Mais entre le libéral, qui s'attache à la liberté personnelle, et le socialiste, qui aime l'égalité, la conjoncture à Maurice se prête davantage à ce que prône le conservateur : l'autorité.

Il faut restaurer l'autorité de l'Etat. Elle est en déclin partout, à l'école, dans les services publics, les ministères, les organismes paraétatiques et les collectivités locales. Faisant des décideurs publics leurs cibles quotidiennes, les médias et les syndicalistes ont leur part de responsabilité dans l'affaiblissement de l'autorité. C'est ce qui nous différencie de Singapour, où le gouvernement sait manier l'autorité pour résoudre les problèmes. Sans le respect de l'autorité, aucune remise en ordre n'est possible.

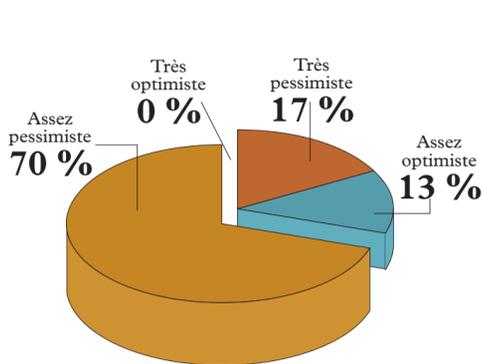
Afin d'affronter la crise, Maurice a mis sur pied une dizaine de comités public-privé pour suivre l'évolution des grands paramètres, tels l'emploi et le pouvoir d'achat. C'est une approche holistique qui n'est pas productive, car de tels comités n'ont aucune prise sur la réalité économique. Il faut plutôt cibler les problèmes.

Ainsi, chaque ministère doit établir des comités pour veiller à la performance des services publics tombant sous sa tutelle. L'économie bénéficiera des gains de productivité si s'améliorent les services de la douane, de l'aéroport, du port, de la poste, de la santé, de l'électricité, de l'eau et de la police. Il ne suffit pas de dépenser l'argent du contribuable pour créer des infrastructures en béton, mais encore faut-il rehausser le capital humain qui opère dans ces structures.

Arrêtons de croire que tout sera résolu avec la politique fiscale et la politique monétaire. Manipuler ces outils fait plus de mal que de bien à l'économie, car la création de richesses ne provient ni des dépenses publiques ni d'un assouplissement du taux d'intérêt. Il convient plutôt de régler les problèmes structurels, ce pour quoi l'Etat a besoin de retrouver sa pleine autorité.

(www.pluriconseil.com)

1) Sur les perspectives économiques d'ici un an (février 2010), êtes-vous...



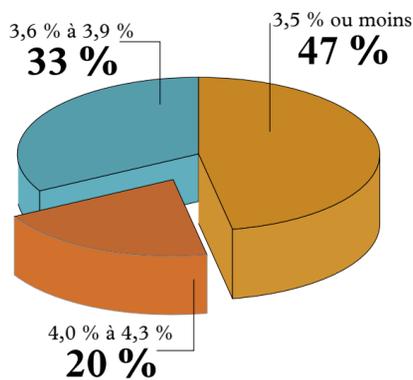
Le "très pessimisme" s'accroît

Le taux de pessimisme demeure à 87%, mais davantage d'analystes deviennent «très pessimistes» sur les perspectives de l'économie mauricienne sur un an. Les effets négatifs de la récession mondiale sur nos secteurs du textile et du tourisme sont maintenant plus visibles. Comme cette récession peut être plus longue et plus profonde que prévue, Maurice devrait s'attendre à une année 2010 encore plus difficile que 2009. Pour éviter la crise, le pays devrait maintenir son niveau global de l'investissement, c'est-à-dire que le gouvernement, le secteur privé et les étrangers devraient continuer à investir dans l'économie.

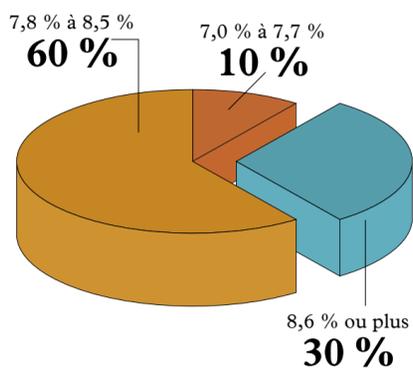
RAPPEL	Sep-08	Oct-08	Nov-08	Dec-08	Jan-08
Très optimiste	0%	0%	0%	0%	0%
Assez optimiste	67%	27%	23%	20%	13%
Assez pessimiste	30%	70%	74%	67%	80%
Très pessimiste	3%	3%	3%	13%	7%

2) Quelles sont vos estimations du taux de croissance et du taux de chômage pour l'année 2009 ?

Taux de croissance en 2009



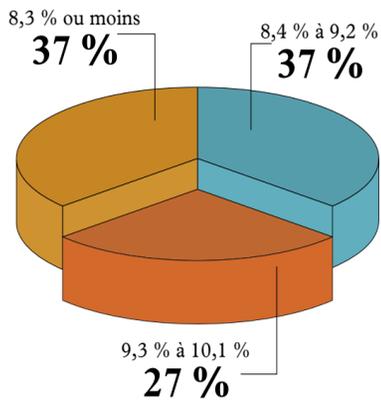
Taux de chômage en 2009



3,5% de croissance

Les analystes jugent «grossly over-optimistic» l'estimation de 4% du taux de croissance par le Central Statistics Office (CSO) pour l'année 2009. Cette estimation est fondée sur l'hypothèse que les industries textile et touristique connaissent une croissance zéro cette année. Or, comme on attend plutôt une contraction de ces deux secteurs, 47% d'analystes (contre 27% le mois dernier) craignent de voir la croissance économique tomber à 3,5% ou moins. Corrélativement, la courbe du chômage se retournera vers le haut. On espère que le plan de formation pour les chômeurs prévu dans la nouvelle loi du travail fera éviter un «*malaise social*».

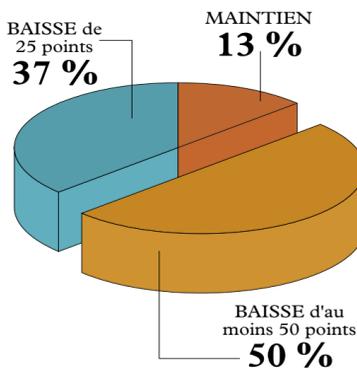
3) Quelle est votre estimation du taux d'inflation d'ici un an ?



L'inflation baisse faiblement

Par rapport au dernier baromètre, les analystes sont maintenant moins convaincus d'une baisse rapide de l'inflation. Selon le CSO, l'inflation en rythme annuel est passée de 9,7% en décembre 2008 à 9,3% en janvier. De fait, seulement 37% d'entre eux pensent que l'inflation sera en dessous de 8,3% d'ici à février 2010. La récente hausse du prix de l'essence ainsi que la dépréciation de la roupie freineront le recul de l'inflation. En conséquence, les anticipations inflationnistes restent toujours élevées. Il importe d'améliorer le mécanisme de transmission des prix en tenant compte du «*downtward price stickiness*».

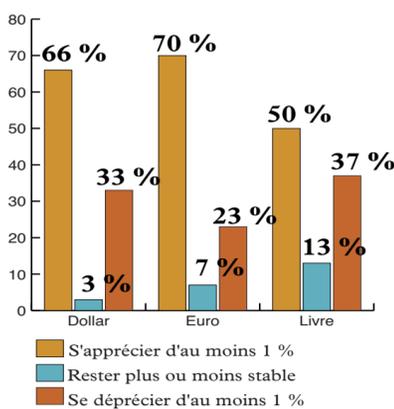
4) Quelle orientation du Repo Rate prévoyez-vous à la prochaine réunion du Comité de politique monétaire ?



Détente du taux directeur

A la prochaine réunion du comité de politique monétaire le 26 mars, les chances d'une nouvelle détente du Repo Rate, par rapport au dernier baromètre, augmentent de 80% à 87%. Même si un analyste sur deux anticipe une réduction d'au moins 50 points de base, les analystes sont maintenant plus nombreux à prévoir une baisse minimale de 25 points. Car l'inflation ne recule pas suffisamment, la roupie se déprécie, et les pertes de la State Trading Corporation ne font pas envisager une diminution significative du prix du carburant dans les mois à venir.

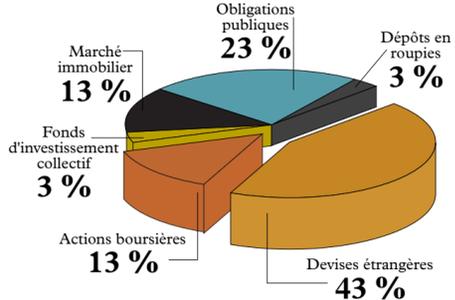
5) Quelle évolution des principales devises par rapport à la roupie prévoyez-vous d'ici trois mois (mai 2009) ?



La roupie flanche

La roupie continuera à se replier vis-à-vis des trois principales devises dans les trois prochains mois. Alors que l'euro s'est déjà raffermi par plus de 1% durant la semaine écoulée, deux analystes sur trois pensent que le dollar s'appréciera au-delà de Rs 33,82. Le dollar bénéficiera de l'adoption du plan de relance par le Congrès américain, tandis que la chute de nos recettes touristiques affaiblira la roupie contre l'euro. Comme le cours roupie/dollar sert d'ancrage aux autres taux de change, un analyste sur deux croit que la livre sterling rebondira à Rs 49,64 malgré la sévère récession en Angleterre.

6) Quel type de placement local vous semble le plus favorable en ce moment ?

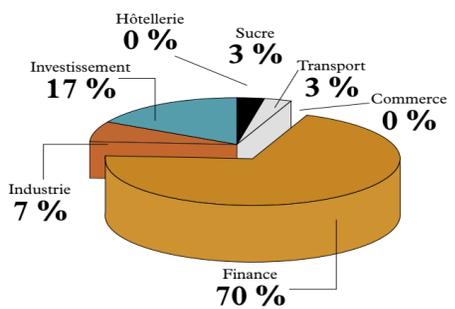


Retour en force des devises

Les devises étrangères effectuent un retour fracassant en tant que premier placement préféré des analystes, comme pour apporter un démenti à l'argument de la «*roupie forte*». De 3% en août 2008, le taux d'estime pour les devises a fait une lente remontée mois après mois pour arriver à 43% aujourd'hui. Selon un analyste financier, il n'y a aucune raison de prendre une position longue (acheter à la hausse) sur la roupie, car les étrangers désinvestissent en bourse, les exportations chutent et les institutions locales accumulent des devises. Cependant, pour 23% d'analystes, le «*safe haven status*» des obligations publiques gagnera d'importance en ces temps incertains.

RAPPEL	Sep-08	Oct-08	Nov-08	Dec-08	Jan-09
Actions boursières	17%	7%	27%	23%	23%
Obligations publiques	7%	30%	10%	27%	23%
Dépôts en roupies	3%	13%	10%	3%	0%
Devises étrangères	7%	10%	13%	20%	23%
Marché immobilier	53%	27%	30%	20%	23%
Fonds d'investissement	13%	13%	10%	7%	7%

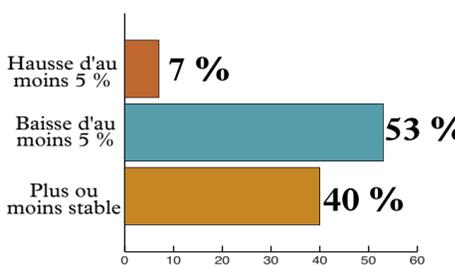
7) Quel secteur au sein des valeurs boursières présentera le plus fort potentiel de valorisation d'ici six mois (août 2009) ?



L'hôtellerie assommée

Anticipant une baisse trimestrielle de profits parmi les hôtels cotés en bourse, aucun analyste ne se prononce pour les valeurs hôtelières. Assommées, celles-ci ne se relèveront pas de sitôt, car on estime que le tourisme sera le plus affecté par la crise mondiale. Sept analystes sur dix optent toujours pour les valeurs financières, pas nécessairement parce qu'elles vont croître, mais parce qu'elles vont décroître le moins sur un marché vendeur. La marge de taux d'intérêt, la différence entre les taux à l'emprunt et les rendements des bons du Trésor, et l'écart entre les taux courts et les taux longs restent profitables aux banques.

8) Quelle orientation du Semdex prévoyez-vous d'ici six mois ?



Pas de plancher pour la Bourse

Le Semdex a perdu 4% au cours de la semaine écoulée. La majorité des analystes prévoit qu'il continuera à tomber sous la barre des 990 points. Les étrangers ne cessent de vendre leurs actions alors que les investisseurs locaux cherchent des remboursements anticipés (redemptions) auprès des fonds communs de placement. Ces derniers se voient donc obligés de convertir leurs actions en argent pour faire des paiements. Faute de visibilité économique, le marché boursier n'a pas encore touché un plancher. Il ne se reprendra pas tant que les investisseurs étrangers n'y reviennent pas.

RAPPEL	Sep-08	Oct-08	Nov-08	Dec-08	Jan-09
Hausse d'au moins 5%	27%	7%	37%	27%	17%
Baisse d'au moins 5%	27%	60%	30%	37%	30%
Plus ou moins stable	47%	33%	33%	37%	53%

Enquête réalisée par téléphone par PluriConseil, du 9 au 11 février 2009, auprès d'un échantillon représentatif de 30 analystes économiques et financiers.